

## **Entrevue du 1er avril 2008 avec la ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur**

**Valérie Pécresse a reçu les organisations syndicales des EPST mardi 1er avril, de 10 heures à 12 heures 30, pour échanger « sur les mesures destinées à promouvoir le développement des organismes de recherche dans le contexte nouveau des lois de 2006 et 2007 ».**

*Gérard Chaouat et Jean-Luc Mazet, membres du bureau national du SNCS*

**L**a première entrevue avec d'Aubert n'aura lieu que lundi prochain (sa commission siège depuis octobre !), mais Pécresse a (enfin !) présenté aux syndicats des EPST le 1er avril « *les mesures destinées à promouvoir le développement des organismes de recherche dans le contexte nouveau des lois de 2006 et 2007.* » On croirait au poisson d'avril... Il n'en est rien !

Si le CNRS et l'INSERM sont les seuls EPST à avoir reçu une lettre de mission, la ministre est claire : « *il fallait le faire avant la signature du contrat d'objectifs* ». Dans ce cadre, (verbatim) « *c'est le politique qui définit les objectifs, le rôle de la communauté scientifique est de dire quels sont ses besoins* » (pour réaliser lesdits objectifs...). Les instituts sont la meilleure façon de « *mettre en relation les objectifs et les moyens* », car l'autorité publique « *doit savoir où vont ses moyens* ». « *Pour éviter les conflits entre organismes, il faudra bien négocier les frontières. Mais il n'est pas question de cloisonnement. On le contrôlera...* ». Contrôle qui ira sans doute si nécessaire à l'élagage, si on se réfère aux « *pressions sur les SHS* » et la « *nécessité des choix* » que dévoile C. Bréchnac.

Sur les moyens : « *le budget du CNRS est en augmentation. Si les crédits de base des laboratoires diminuent [tiens, c'est un 1er aveu ! NDLR] c'est uniquement un choix de la direction de l'organisme* » qui bien sûr n'est soumis à aucune pression... Jugez-en : « *L'investissement sera "massif" à condition que les organismes présentent un contrat d'objectifs clair* ». On ne peut pas être plus explicite. Cela passe « *par la construction de structures intermédiaires capables de mettre en œuvre des stratégies scientifiques* ».

Étonnons les sarkozystes : ce modèle de tutelle absolue du politique sur le scientifique, et de l'inexistence hors des objectifs fixés par le pouvoir, n'existe plus nulle part, et surtout pas dans les pays anglo-saxons que Pécresse et Sarkozy prennent en exemple. Par contre, il a existé... dans l'ex-Union soviétique... Du vol unique de la navette Bourane aux nouvelles méthodes d'irrigation du coton (mer

d'Aral), en n'oubliant ni Lyssenko et tant d'autres, il a collectionné les catastrophes et les occasions scientifiques manquées... Au risque de surprendre Pécresse, elle va au-delà de ce que l'Académie des sciences de l'ex-URSS avait « réussi », et – étonnons-la encore ! – le SNCS y est bien évidemment totalement opposé. Au moins, dans ce « modèle », il y avait des postes. Pour Pécresse, au XXI<sup>e</sup> siècle, « *Il n'y a aucune nécessité de créer des emplois car le nombre de départs en retraite est suffisant pour mettre la réforme en place* » Et, enfonçant le clou « *Vous ne voulez tout de même pas sérieusement que nous créions des postes de fonctionnaires, alors que les organismes ne le demandent pas !* » (ce qui est faux, d'ailleurs : on leur dit qu'il est inutile de le demander). Alors, quel futur ? Eh bien, « *le modèle international est de six ans de CDD après la thèse...* ». Et la ministre ose dire que c'est « *ce que recommandaient aussi les États généraux de la recherche...* ». Dans le genre casse annoncée de l'emploi scientifique, mauvaise foi, voire mensonge, on peut difficilement faire pire...

Quant à l'évaluation, « *la légitimité de l'évaluation ne peut être garantie que par la qualité scientifique des évaluateurs. Or le processus électoral ne peut pas la garantir car on vote pour ses copains !* [le pouvoir ne nomme jamais ses copains, bien sûr : de quoi se moque-t-on !] *De plus, l'AERES, comme l'ANR, fonctionnent selon les normes européennes et leur légitimité sera garantie par l'évaluation de leurs résultats selon des procédures européennes...* [dont on sait l'opacité... NDLR] ».

Ces extraits montrent qu'on vise une soumission étroite aux objectifs économiques à court terme, liquidant le reste, un massacre de l'emploi scientifique, et un rideau de fer sur l'avenir des jeunes.

Dans tous les cas où l'évaluation stratégique a remplacé l'évaluation scientifique, où la programmation tatillonne a chassé la créativité scientifique, le niveau scientifique du pays a stagné, puis régressé, et... le développement économique a chuté. Le programme Pécresse, c'est l'agonie sur 5 ans de la recherche française... Ne la laissons pas faire !